

Changement climatique : des Etats africains s'engagent et agissent

30-11-2009

Lors du forum de Deauville qui s'est tenu du 26 au 28 novembre, plusieurs initiatives africaines de développement durable ont été présentées par le Congo, le Niger et le Mali.

Par Thierry Téné, A2D Conseil

Au cours d'un entretien avec Henri Djombo, ministre congolais du Développement durable, de l'Economie forestière et de l'Environnement, il a évoqué quelques actions communes réalisées par les pays d'Afrique Centrale. Avec une exploitation de 200 à 300 000 ha/an, le bassin du Congo présente le taux de déboisement le plus faible au monde. Sur une superficie de 228 millions d'hectares, seulement 50 millions sont consacrés à l'exploitation forestière dont 15 millions sous aménagement certifié durable et 5 millions d'hectare de forêt certifiés par le FSC (qui est le label le plus exigeant). Pour le cas spécifique de la république congolaise, le ministre a précisé que « *sur 23 millions d'hectares, 10 millions d'hectares sont consacrés à l'exploitation forestière dont 2 millions d'ha certifiés FSC et 6 millions d'ha sous aménagement durable* ». En écho au gouvernement gabonais qui vise à interdire, à partir de 2010, l'exploitation de grumes brutes, au Congo Brazzaville, 85 % du bois sont transformés sur place et seulement 15 % réservés à l'exportation. Le manque de financement est le principal handicap à cette politique de gestion durable des forêts. Au Congo, par exemple, pour un budget de 20 milliards de FCFA, le Ministère ne dispose que de 10 milliards de FCFA. Dans le cadre des négociations climatiques, la gestion durable du Bassin du Congo qui est le deuxième poumon écologique du monde est une priorité pour les pays de la sous-région. Ils exigent donc les financements nécessaires.



Sous l'impulsion du Professeur Aboubacar Namoda, Conseiller spécial du Président du Niger en Développement solaire, l'Etat a lancé un projet ambitieux d'électrification de 1000 villages grâce à l'énergie solaire. Il y a actuellement près de 13 000 villages au Niger qui ne seront probablement jamais raccordés au réseau à cause notamment du coût de production et de transport de l'énergie. Le solaire photovoltaïque (production d'électricité à partir de l'énergie solaire) avec un coût de 2 euros/KWh est compétitive et

intéressante pour les zones rurales. Avec l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE (Pays Pauvre Très Endetté), l'Etat utilise une partie du budget qui devrait être alloué au remboursement de la dette pour le financement de ce projet avec l'appui du PNUD. Lancée en début d'année, la phase pilote qui a duré 10 mois a ainsi permis d'équiper 10 villages soit 50 000 personnes en énergie solaire. Dès 2010 et pour une durée de 2 ans, le projet d'un montant de 20 milliards de FCFA va rentrer dans sa phase opérationnelle en début d'année prochaine. Il sera financé sur fonds propres, par le PNUD (qui est le chef de file des bailleurs) et les pays arabes. Les discussions sont également en cours avec Areva et certains opérateurs téléphoniques car les régions électrifiées offrent des opportunités pour le développement de la téléphonie mobile grâce à l'installation des antennes et la possibilité de recharger les mobiles.

Pour le Pr Namoda, la formation (installation et maintenance) est la clé de la réussite du projet. Il envisage d'ailleurs la création d'un Master sur l'énergie solaire à l'Université de Niamey. Une usine indienne d'assemblage de panneaux solaires confrontée à sous-production face à une demande croissante en Inde envisage de créer une unité d'assemblage au Niger. Cette opportunité est d'autant plus intéressante à saisir que plusieurs pays (Cameroun, Sénégal, Madagascar, etc.) sont intéressés par le projet nigérien d'électrification solaire des villages. La seule ombre au tableau de ce projet exemplaire est l'incapacité d'électrifier au solaire les grandes villes (qui sont connectées au réseau) comme Niamey. En effet, dans la plupart des métropoles africaines, il existe un réel conflit d'intérêt entre les entreprises d'électricité qui sont souvent sous monopole d'Etat et les projets alternatifs comme le solaire. Certains hauts fonctionnaires africains, voire des membres du gouvernement, tirent profit de l'achat des combustibles fossiles et n'ont donc aucun intérêt à voir se développer les énergies renouvelables. Ainsi malgré les délestages, le coût excessif de l'énergie fossile et le gisement d'énergies alternatives, il reste difficile de développer ces derniers.

Tiemoko Sangare, ministre malien de l'Environnement et de l'Assainissement a indiqué que son pays vient de signer avec une entreprise américaine une convention pour la production d'énergie renouvelable à partir de la biomasse. D'un montant de 118 millions d'euros, la mise en place de ce projet de 30 MW n'a été possible que grâce à la garantie de l'Etat d'acheter la totalité de l'énergie produite dans le cadre du principe « Trade and pay ». Dans un pays confronté à l'insécurité alimentaire, la possibilité de développer les biocarburants fait l'objet d'un débat passionné. La solution pourrait venir du Poughère ou Jatropha. La culture de cette plante dont les vertus sont tant vantées est en cours d'expérimentation dans certaines localités maliennes. La plante va ainsi permettre de produire de l'huile qui sera utilisée comme biocarburant. Grâce à ce combustible, l'Etat envisage la production d'électricité pour faire fonctionner des unités de transformation. Les sous-produits seront également utilisés comme fertilisants.

Source: [Les Afriques](#)